

LES
Massacres d'Alep

.....

Rapport d'un témoin oculaire



PARIS

Imp. «Artzakank Parisi», 227, Bd Raspail

—
1919

AU LECTEUR

Les pages que l'on va lire plus loin constituent l'ensemble de la relation de voyage d'un personnage chrétien qui, lors des massacres arméniens d'Alep, se trouvait en cette ville.

Témoin oculaire aussi impartial que sincère, l'auteur, qui ne veut point encore dévoiler son nom, m'a fait l'honneur de m'envoyer son rapport afin de le porter, en le traduisant, devant le public français.

M. S. DAVID-BEY

Les massacres d'Alep

Vendredi, le 28 février 1919, les Arabes mahométans d'Alep, encouragés par les autorités locales arabes, organisèrent, avec la participation des agents de police et des gendarmes arabes, un véritable massacre d'Arméniens, dont les victimes furent les Arméniens réfugiés dans cette ville, les Arméniens indigènes ayant été en général épargnés. Au cours de ce massacre qui dura près de cinq heures, plus de 400 Arméniens furent tués ou blessés ; près de 3.000 Arméniens arrachés à leurs foyers et entassés dans les khans et les postes de police, furent fortement molestés tant par la foule que par les agents de police. Les logis de ces Arméniens, ainsi que l'orphelinat arménien de Sabon-Khan furent pillés ; le directeur de ce dernier établissement et deux de ses employés furent blessés et un troisième fut tué. Les Arméniens rencontrés dans les rues furent appréhendés par les agents et traînés, à coups de crosse et de fouet, dans les postes de police où ils furent battus et dépouillés de tout. Bon nombre d'Arméniens, dont on s'était emparé le matin de bonne heure, furent noyés et d'autres, préalablement assassinés dans leurs foyers, furent jetés dans les égouts par la populace musulmane. Au nombre des victimes se trouvent des enfants des deux sexes, de nombreuses femmes et des jeunes filles.

Sans l'intervention des automobiles blindées anglais, le massacre aurait pu prendre des proportions bien plus graves, car la populace arabe armée de fusils, de sabres, de massues et de gourdius, voulut également attaquer le camp de concentration des Arméniens où se trouvent retranchés près de 3.000 femmes, jeunes filles, orphelins et malades sans défense.

Ce crime aussi incroyable que stupéfiant fut com-

mis en plein jour — de 7 heures du matin à midi — d'après un plan arrêté d'avance, à l'insu de l'armée et des officiers anglais, mais au su du gouvernement local qui en favorisa la perpétration, comme cela est surabondamment prouvé par la participation ostensible des agents et des gendarmes aux massacres, aux pillages et aux tortures.

Et pourtant, aucun Arménien réfugié à Alep n'avait eu une conduite tant soit peu répréhensible pour motiver ce massacre inouï. Aussi la stupéfaction en fut-elle générale; les témoins oculaires n'en croyaient pas leurs yeux et se croyaient les jouets d'une hallucination, tant ce massacre était inattendu et inconcevable ! Inconcevable surtout au lendemain du départ des Turcs et avant que les échos des cris d'allégresse poussés à l'avènement de la liberté fussent perdus.

★
★

L'entrée des Anglais avait complètement éloigné d'Alep le gouvernement turc ; mais l'esprit panislamique, propagé par le comité « Union et Progrès », ayant pour but la formation d'un énorme bloc islamique par l'union des populations musulmanes de tous les pays, y demeura intact. Le gouvernement arabe nouvellement formé adopta intégralement cet esprit, et lui donna un grand essor. Le mouvement panislamique passant des Turcs aux Arabes devint, entre les mains de ces derniers, un instrument puissant pour leur visée politique : création d'un grand empire arabe.

Le peuple arabe ne représente point une masse homogène. Depuis l'Arabie jusqu'à Damas et Alep, depuis les déserts de Syrie jusqu'à ceux de Mésopotamie, des agglomérations d'individus, plus ou moins importantes, mais de mœurs, d'habitudes, de culture et d'idéal différents et souvent opposés, vivent sous le nom générale d'Arabe. Non seulement aucune affinité ethnique ne rattache ces tribus les unes aux autres, mais elles se considèrent encore comme des ennemis, au point

d'entreprendre constamment des razzias les unes contre les autres dans un but de butin ou de rapt de jeunes filles.

Le gouvernement turc a toujours entretenu, très vive, cette haine réciproque chez les différentes fractions du peuple arabe, afin que celles-ci ne puissent jamais, se ralliant, créer un danger pour sa domination. Les incursions faites par une tribu sur le domaine d'une autre, restaient non seulement impunies mais elles trouvaient même des encouragements tacites de la part des fonctionnaires turcs.

Quand les Turcs se retirèrent, l'élément arabe se trouvait toujours dans cet état disséminé et désuni. Il était difficile de les rallier au nom d'un idéal politique déterminé. Des villes aux villages, des villages aux déserts, des populations fort peu éloignées les unes des autres différaient totalement entre elles.

Il y avait, cependant, une urgente nécessité de fusionner d'une manière quelconque ces éléments hétérogènes, afin de faire valoir, au nom d'une masse compacte, les énormes prétentions que l'on essayait d'émettre en Europe. Mais la chose n'étant pas des plus aisées donnait de grandes préoccupations aux nationalistes arabes. Car, pour jeter dans les bras les uns des autres les différents éléments de ce peuple, on ne pouvait même pas faire miroiter à leurs yeux la perspective d'une indépendance, étant donné que même au temps des Turcs ils étaient à moitié indépendants, le joug turc n'ayant jamais été que fort illusoire sur eux.

Alors les nationalistes arabes embrassèrent le système gouvernemental préconisé par l'Union et Progrès durant sa domination : réunir en un faisceau religieux les différents éléments de l'Islam et former ainsi une masse compacte et forte. Conseillés par des affiliés de l'Union et Progrès, les Arabes finirent par comprendre que l'union des différents éléments arabes était impossible sans l'application de ce système. En effet, antagonistes, ennemis même, ces différents éléments étaient musul-

mans avant tout ; il était par conséquent possible de les faire marcher ensemble au nom de l'Islam. La religion devrait donc être le seul pivot d'une organisation politique. Et voilà pourquoi les rénovateurs arabes adoptèrent avec empressement la propagande panislamique que les Turcs, en s'en allant, leur avaient laissée en partage.

Les gouvernements arabes formés à Alep et ailleurs se mirent à l'œuvre dans cet esprit. Ils entreprenaient tout au nom de l'Islam et pour l'Islam. Tout changement administratif était fondé sur les principes islamiques ; le point de départ comme le but de toute propagande politique était toujours l'Islam. L'importance accordée à la religion fut si grande que l'observance des fêtes musulmanes fut décrétée obligatoire pour les chrétiens, qui, en ces jours de fêtes, devaient fermer tout établissement de distractions et s'interdire tout jeu... restrictions qui n'avaient pas eu cours même sous la domination turque.

★★

Le gouvernement arabe s'appuya à Alep sur une jeunesse essentiellement nationaliste et sur des individus qui faisaient autrefois parties du Comité Union et Progrès. Certains de ces derniers, secrètement d'abord, ouvertement ensuite, entrèrent en relations avec les nationalistes turcs. Il en résulta une fraternisation des races arabe et turque ayant pour idéal commun la renaissance du monde musulman, et pour but commun la lutte sans merci contre toute disposition du Congrès de Paris pouvant devenir une cause d'affaiblissement de l'Islam.

A mesure que ce mouvement se développait, le gouvernement arabe d'Alep affichait une xénophobie outre-cuidante. La propagande, au nom de l'Islam, était poussée, par tous les moyens, dans toutes les couches de la population. Déjà certaines organisations et des journaux avaient pris naissance ; de virulents discours étaient prononcés par de pétulents démagogues dont le repaire

était l'ancien club de l'Union et Progrès. Ces démagogues déployaient tout leur talent pour étendre les racines de la xénophobie islamique d'Alep jusqu'à Damas et ailleurs et plus particulièrement dans les parties de la Syrie dont la réunion au royaume d'Arabie était encore sujette à caution. Le même mouvement, dans des proportions bien plus grandes, se dessinait à Damas ; c'est d'ailleurs cette ville qui donnait les directives à Alep. Une sourde campagne était menée particulièrement contre les prétentions syriennes soutenues par la France, parce qu'elles contrecarraient évidemment les aspirations arabes.

Il était à présumer que cette campagne eût pour résultat un courant d'opinion contraire à la France ; c'est ce qui se produisit en effet. Les démagogues qui entouraient le gouvernement arabe, représentèrent la France comme un danger pour la formation de la grande Arabie. Par des écrits distribués à domicile, on incitait la foule contre la France, en lui signalant les dommages que subirait l'Islam dans le cas d'un protectorat français.

C'est à cette époque que l'émir Faïssal arriva à Alep. Les Arabes musulmans aux yeux desquels l'émir était l'incarnation même des prétentions arabes, lui firent une réception triomphale. Tout Alep était en fête. Des bals publics, des réjouissances, des réceptions, des banquets, des discours, des adresses entretenirent le peuple dans un enthousiasme délirant. Mais l'élément chrétien s'abstint de toute manifestation ; c'était, certes, une démonstration contre l'émir. L'émir Faïssal quitta Alep dans l'ivresse de cette réception triomphale et, chargé des aspirations des Arabes musulmans, partit pour l'Europe.

La campagne anti-française s'accrut davantage après le départ de l'émir. L'élément chrétien qui, sinon par le nombre, du moins par ses capacités intellectuelles et sa richesse, occupe la première place à Alep, fut écarté des affaires et des fonctions gouvernementales, parce qu'il est francophile, bien plus francophile que

l'élément chrétien de Beyrouth, et qui souhaite la réunion de la ville à la Syrie sous le protectorat français. Il y eut, d'autre part, un scrutin secret chez la population musulmane pour refuser à l'unanimité le protectorat français ; le résultat de ce scrutin a dû être envoyé à l'émir Faïssal jusqu'à Paris. Les mêmes faits avaient également lieu à Damas. Le courant anti-français se répandit, de cette façon, jusqu'à Beyrouth où pourtant les francophiles forment une majorité écrasante.

★★

Les Arméniens d'Alep n'avaient rien à voir ni dans le gouvernement arabe, ni dans les tendances de la nation arabe. Ils n'étaient pas une charge pour le gouvernement arabe, et leur conduite ne pouvait donner lieu à aucun soupçon. Avec une circonspection inaccoutumée, les Arméniens ne manquèrent, au contraire, aucune occasion pour s'attirer les bonnes grâces du gouvernement et de l'élément arabes. Des orateurs arabes prenaient la parole dans les manifestations arméniennes, les Arméniens de leur côté prenaient part aux fêtes et aux solennités arabes. Les deux journaux arméniens d'Alep, insistant à chaque occasion sur la nécessité d'une fraternisation arméno-arabe, cherchaient à créer d'avance des liens de bon voisinage entre deux futurs Etats appelés à être limitrophes.

Les Arméniens d'Alep, préoccupés de la misère extrême à laquelle étaient réduits les réfugiés déjà en ville et l'état lamentable de ceux qui arrivaient successivement des environs, n'avaient pas le temps de s'occuper d'autre chose. Toute l'activité arménienne ne tendait qu'au soulagement de cette misère. Ainsi les deux chœurs, les deux troupes pour les représentations théâtrales, les différentes unions intellectuelles d'hommes, de femmes et de jeunes filles arméniennes, nouvellement formées, organisaient des soirées, des concerts, des bals, des fêtes dont le bénéfice était entièrement consacré au soulagement de la misère indescriptible des déportés rescapés, réfugiés à Alep.

Tranquille et presque humble, l'élément arménien ne jouissait point de la bienveillance du gouvernement arabe nouvellement formé. Plus d'une fois, dans des circonstances solennelles, les officiers anglais attirèrent l'attention de ce gouvernement sur les qualités de l'élément arménien, en insinuant que son admission dans les affaires gouvernementales pourrait être d'une grande utilité, mais toutes ces recommandations n'ont eu pour résultat que quelques manifestations platoniques et rien autre. L'attitude déjà peu favorable du gouvernement arabe envers les Arméniens, loin de s'améliorer et de prendre une tournure amicale, s'envenimait de jour en jour un peu plus pour devenir presque de l'animosité.

Aucun Arménien n'avait pourtant pris part au pillage qui eut lieu au moment du départ des Turco-Allemands. Les quelques objets que certains Arméniens avaient achetés aux Turcs et aux Allemands furent confisqués par le gouvernement arabe. Le même gouvernement eût même l'astuce de vouloir s'approprier les habillements militaires des Arméniens en service actif dans l'armée turque, sous le prétexte fallacieux qu'ils étaient de provenance turque. Et ces hommes n'avaient rien autre pour se mettre sur le dos : Pendant que le gouvernement sévissait avec tant de rigueur contre les Arméniens, les véritables pilleurs arabes, qui pendant le sac des hôpitaux allemands en avaient violé les infirmières arméniennes, n'étaient l'objet d'aucune poursuite.

Tous les gendarmes et agents arabes de l'ex-gouvernement turc, qui avaient infligé les tortures les plus effroyables aux déportés arméniens, étaient de nouveau appelés en fonction. Le vide causé par le départ des Turcs était comblé par les sicaires et les brigands de l'an passé. Dans la nuit, un peu partout en ville, ces brigands, qui étaient les soi-disant préposés à la sécurité publique, détroussaient les passants et commettaient même des assassinats. On arrêtait les Arméniens pour les motifs les plus futiles ; souvent pour les avoir confondus avec des Allemands, d'autres fois pour les avoir vu sonner à

une porte qui n'était pas la leur, ou bien pour les avoir entendu chanter un chant arménien !... Et toujours, il fallait faire des démarches laborieuses et pénibles pour faire relâcher ces hommes, incarcérés pour des raisons injustes.

L'élément arménien supportait toutes ces vexations sans se plaindre. En dépit de l'attitude du gouvernement arabe à leur égard qui rappelait les mauvais jours de la domination turque, jamais, dans aucune circonstance, les Arméniens n'eurent une conduite incorrecte vis-à-vis du gouvernement et de l'élément arabes.

Ce courant anti-arménien prit un caractère aigu quand on apprit les prétentions arméniennes sur la Cilicie, et surtout quand les soldats arméniens, accompagnés des représentants du gouvernement français, commencèrent à s'installer à Adana et à se répandre jusqu'aux confins d'Alep, dans la circonscription de Islahié.

Dès l'entrée des soldats arméniens en Cilicie, les Turcs commencèrent une campagne anti-arménienne. Ils faisaient répandre, venant de tous les coins de la Cilicie, des nouvelles grossies, exagérées et souvent inventées de toutes pièces : les soldats arméniens insultaient la religion musulmane, déshonoraient les femmes musulmanes, violaient les petites filles mahométanes, pillaient les biens des mahométans, profanaient les sanctuaires islamiques... et d'autres énormités du même calibre. Il n'y était pas question de Turcs ; tous les actes attribués aux soldats arméniens y étaient représentés comme dirigés uniquement contre les mahométans et contre l'islamisme. Et ces nouvelles, grossies de bouche en bouche, se répandant dans Alep, la nation arménienne prenait petit à petit, aux yeux de la populace arabe, l'aspect d'un fantôme menaçant l'existence de l'Islam.

C'est vers cette époque que Mumtaz bey, le lieutenant d'Enver Pacha, entra en cachette à Alep, et, dans des conciliabules, il reprocha aux nationalistes arabes leur

indifférence vis-à-vis des prétentions arméniennes dont la tendance générale était d'empêcher l'union des éléments musulmans ; et pour mettre le comble à l'exaspération de ses auditeurs nationalistes, le fin émissaire insista plus particulièrement sur la prétention arménienne de vouloir s'emparer de quelques districts de langue arabe en Cilicie, afin d'amputer le grand Empire arabe. Il insinua encore que derrière les prétentions arméniennes se cachait une grande et forte puissance : la France ; que les Arméniens, exactement comme les Syriens, allaient aplanir le chemin de la domination française dans ces régions au détriment du futur empire arabe, si de fortes précautions n'étaient prises d'avance. D'autres insinuations de cette nature ayant sans doute été faites, l'élément musulman qui considérait déjà la France comme un grand danger pour la réalisation de ses grands rêves politiques, finit par identifier les Arméniens avec la France, et, d'une manière générale, avec tous les francophiles, pour montrer à leur égard une attitude plus défavorable que jamais.

Comme preuve de cette nouvelle attitude, il suffit de rappeler que le gouvernement arabe refusa de reconnaître l'Union Nationale des Arméniens d'Alep dont la formation lui avait été notifiée par S. S. Catholicos de Cilicie.

Certaines circonstances particulières ne contribuèrent pas moins à l'accroissement du courant anti-arménien.

La première de toutes fut celle de la reddition des enfants et des jeunes filles Arméniens retenus chez les Arabes musulmans. On sait, en effet, que des dizaines de mille de femmes, de jeunes filles et d'enfants arméniens se trouvent chez les musulmans d'Alep, des bourgs et des villages voisins, ainsi que sur toute la longueur de la ligne Alep-Der-zor et dans les forêts qui s'étendent sur les deux côtés de cette ligne. Ils ont été, pour la plupart, ravis au moment du passage de la caravane des

déportés dans ces parages ; d'autres sont des enfants abandonnés sur les routes qui, depuis quatre ans, restent dans les demeures arabes. Il est impossible d'évaluer le nombre de ces otages, car beaucoup d'entre eux — des femmes, des jeunes filles et des enfants — se trouvent entre les mains des Enézés nomades qui n'ont point de résidence fixe, errant entre les rives de l'Euphrate et les déserts lointains. Un groupe de jeunes femmes et de jeunes filles, violées à tour de rôle par tous les massacreurs de Res-ul-Aïn et de Der-zor, furent ensuite vendues aux enchères de 5 à 20 piastres, et servent, depuis quatre ans, de bêtes de somme dans les tentes arabes. Le nombre des Arméniennes qui se sont régulièrement mariées avec des Arabes est fort peu élevé. Beaucoup d'enfants séparés de leurs parents, dès leur jeune âge, ont oublié dans ces quatre ans leur langue maternelle. Bon nombre de ces Arméniens se rappellent d'avoir eu des parents, des maris, des frères et des sœurs arméniens, mais après toutes les calamités subies le long du chemin de l'exil et dans les déserts, ils ne peuvent plus s'imaginer qu'en dehors des tribus arabes, leur refuge actuel, ils puissent retrouver une vie tranquille et sûre ; aussi hésitent-ils de quitter ces parages en dépit des mauvais traitements et des affronts, des brutalités et de la tyrannie qu'ils y subissent de la part des Arabes. Après toutes les horreurs subies lors de la déportation, la vie de forçat qu'ils mènent aujourd'hui leur semble comme un bienfait, et voilà pourquoi ils ne se décident pas à se séparer des Arabes. Un bon nombre de femmes servent de concubines sous les tentes arabes.

Les mères d'un groupe important de petits garçons et de petites filles réfugiées à Alep ne pouvant plus se consoler de la séparation de leurs enfants, demandent des secours de porte en porte, pour aller les rejoindre chez les Arabes. Quelques-unes de ces femmes, mères de trois, quatre et jusqu'à cinq enfants retenus dans les villages arabes, après avoir souffert pendant des années de leur séparation, sont impatientes, en ces jours de liberté,

d'entrer le plus tôt possible en possession de l'unique richesse qui leur reste : leurs enfants.

Jusqu'à ce jour, le gouvernement arabe n'a rendu, de son propre chef, ni un seul garçon, ni une seule fille. Même dans la ville d'Alep, où il y a pourtant un nombre considérable de filles et de garçons ravis, il a été impossible d'en libérer, ne fut-ce qu'une partie, avec le consentement du gouvernement. Quelques personnes réussirent, avec peine, à enlever leurs sœurs séquestrées dans les maisons arabes, mais les agents de police arabes eurent vite fait de reprendre ces jeunes personnes et de les rendre aux ravisseurs arabes. On allègue, en général, la raison que ces femmes et ces filles ayant été mariées avec des mahométans tombent sous les lois du chariat, lequel ne tolère point qu'une femme, fut-elle une Arménienne, mariée avec un musulman, puisse se séparer de son mari. Forts de cet argument, les gens des villages voisins, sur des instructions émanant d'Alep, contractèrent des mariages hâtifs afin de ne pas rendre les filles. Et l'on maria ainsi des filles qui n'étaient pas encore nubiles.

Les Arméniens ne manifestèrent pas une impatience excessive à l'égard de ces manœuvres du gouvernement et de l'élément arabes ; tout leur mécontentement ne fut exprimé que par les habituelles requêtes présentées au gouvernement. Nonobstant l'humble action rogatoire des Arméniens, l'élément arabe crut y voir une raison pour se montrer plus malveillant envers eux, comme si ces filles et ces garçons fussent des propriétés arabes dont les Arméniens voulaient les frustrer.

Cette même question créa une situation assez tendue entre Arméniens et Arabes à Hama et à Homs ; il y eut même quelques légères collisions entre les deux éléments, mais la chose fut arrangée sans autre conséquence.

★★

Le second motif qui renforça le courant anti-arménien chez les Arabes, ce fut l'empressement que montrèrent

les Arméniens dans la poursuite des criminels des années de déportation.

Les Arabes musulmans d'Alep et des environs avaient de nombreuses raisons pour s'alarmer à la nouvelle de ces poursuites. Les déportés arméniens furent en effet décimés dans les déserts par la violence, le pillage, l'usurpation, les tortures, les assassinats et les massacres, et les exécuteurs de ces hautes œuvres furent, en majeure partie, les Arabes musulmans. Les grands massacres de Res-ul-Aïn et de Der-Zor, dont le premier fit 100.000 et le second 200.000 victimes à la nation arménienne, furent perpétrés par les Arabes. Le petit nombre de Tchétchènes, spécialement chargés de conduire la caravane des victimes jusqu'au lieu du carnage, prirent sans doute part au massacre, mais il est indéniable qu'à eux seuls ces gardes-chiourmes n'auraient jamais pu tuer le dixième de cette énorme masse de population, s'ils n'avaient été aidés par les Arabes. Outre ces 300.000 victimes, près de 100.000 Arméniens furent détruits à petit feu, dans l'espace de 3 à 4 ans, par les mêmes Arabes. Il faut enfin ajouter que les déportés au désert furent généralement pillés en route par les gendarmes et les populations arabes. Au surplus, on disait aux déportés venant soit de Constantinople, soit des provinces intérieures et se dirigeant vers Ourfa et Diarbékir, qu'on les emmenait aux Arabes comme rations ; que tous leurs biens, leurs femmes, leurs filles, leurs garçons avaient été offerts aux Arabes. En cours de route, quand les Arméniens se plaignaient de la brutalité des gendarmes turcs, ces derniers répondaient aux plaignants en disant : Quand vous mettrez le pied dans le pays habité par les Arabes et que vous tomberez entre leurs mains, vous nous regretterez ! Ils furent regrettés, en effet !

Les auteurs arabes de ces actes barbares, de ces pillages et de ces massacres étaient, pour la plupart, à la tête des fonctions dans le nouveau gouvernement arabe et avaient, en général, de cordiales relations avec les Arabes musulmans d'Alep. Ils devaient naturellement s'alar-

mer en voyant les Arméniens poursuivre avec acharnement quelques-uns de ces monstres, artisans de leurs malheurs, qui, après le départ des Turcs, revenaient à Alep ou ne faisaient que passer par cette ville.

Le premier traqué fut le fameux Hadji Onbachi de Sévérèk qui, à Carabouroun, avait assassiné de ses propres mains Aknouni, Khajak, Roupen Zartarian, Sarkis Minassian, le docteur Daghavarian et Djéhanguljan, et qui conservait son épée, toute trempée de leur sang, suspendue au-dessus de son lit, à Sévérèk. Il avait enlevé près de mille femmes et violé nombre de jeunes filles ; aidé d'un groupe de criminels, il avait torturé et pillé toutes les caravanes qui, venant des provinces intérieures, passaient par Sévérèk. Il avait aussi sur la conscience un très grand nombre d'assassinats. Cet énergumène et ses acolytes, en état d'ébriété, exténués d'avoir violé les jeunes filles, faisaient une sélection de femmes enceintes, les mettaient toutes nues sur un seul rang, et engageaient un pari devant chacune d'elles pour savoir si c'était un garçon ou une fille qu'elle portait dans ses entrailles ; ils ouvraient ensuite froidement le ventre de la femme, en extirpaient le fœtus plus ou moins formé, et, avec des rires sardoniques, des plaisanteries et des propos grossiers ils en vérifiaient le sexe. Ils recommençaient le même jeu sur la femme suivante et ainsi de suite sur tous les rangs.

Après de longues démarches il fut enfin possible de faire arrêter ce monstre. Malheureusement son arrestation n'eût pas la suite que les Arméniens escomptaient. Ce fut plutôt un simulacre de satisfaction que l'on accorda aux Arméniens, car on fit pour ainsi dire entrer ce scélérat par une porte de la prison pour le faire sortir par une autre. Les Arabes avaient, en effet, compris qu'une fois le principe d'intenter des poursuites contre les auteurs de leurs malheurs admis, les Arméniens ne s'arrêteraient plus et que, par la suite, ils prendraient également au collet les criminels arabes.

Les deux scélérats qui vinrent à Alep après Hadji

Onbachi étaient justement deux Arabes : l'un, une vieille hyène du nom d'Abdulhah pacha, de Der-Zor, et l'autre le président du conseil municipal de Mounboudj, dénommé Hussein Féhmi. Le premier, l'un des acolytes de Zéki bey, organisateur du massacre de Zor, fut spécialement chargé de détruire les mille orphelins échappés au massacre de Der-Zor, et les 300 autres petits enfants ramassés par Hakki bey tout le long de la ligne Meskéné et ramenés à Der-Zor. Faisant sortir les orphelins de Der-Zor, Abdullah pacha en fit précipiter une partie dans l'Euphrate ; d'autres, mourants de faim, furent abandonnés le long des routes et servirent de pâture aux chiens habitués à se nourrir de chair humaine ; d'autres, conduits au delà de Marate, furent entassés dans des cavernes où ils moururent asphyxiés par la fumée du bois humide que l'on y fit brûler exprès — seuls un garçon et une petite fille échappèrent à cette mort atroce — d'autres rangés en forme de couronne furent déchiquetés par la dynamite ; quant aux quelques cents autres qui restaient, exténués de fatigue, de faim et de maladie, et ne pouvant plus faire aucun mouvement, Abdullah pacha s'en débarrassa en les faisant brûler sous une couche de paille et de brindille.

Au moment où cette bête féroce arriva à Alep, le haut commissaire pour la Syrie et l'Arménie, M. Picot, se trouvait dans la ville. L'Union Nationale Arménienne en profita pour adresser un acte d'accusation contre cet individu à M. Picot, qui promit de le faire arrêter par le gouvernement arabe. Il n'est pas douteux que M. Picot en tint sa promesse ; mais le gouvernement arabe ne voulut point inquiéter le pacha qui, au bout de quelques jours, ayant terminé ses affaires, retourna tranquillement à Der-Zor.

L'autre scélérat, le président du conseil municipal de Mounboudj, Hussein Féhmi, avait dévalisé toutes les caravanes qui se dirigeaient vers le désert et violé un grand nombre de femmes et de jeunes filles ; grâce aux pillages commis sur les Arméniens, de pauvre hère qu'il

était auparavant, il se trouve aujourd'hui à la tête d'une grosse fortune. Ayant fait, en plein hiver, une effroyable « Sévkiate » (déplacement des déportés d'un endroit à l'autre), de Mounboudj à Méskéné, il fut la cause de la mort de plusieurs centaines de personnes. Un petit garçon qui, échappé de la Sévkiate était revenu à Mounboudj, fut violemment battu et enterré tout vivant par le dit Hussein Fehmi. Sur l'insistance et les démarches de l'Union Nationale Arménienne d'Alep, le gouvernement finit par arrêter ce monstre, mais comme il était Arabe son arrestation ne fut qu'une simple formalité puisqu'on le relâcha aussitôt.

Les poursuites intentées contre ces deux monstres confirmèrent chez les Arabes la conviction que les Arméniens, n'ayant pas oublié leurs malheurs de l'an passé, n'épargneraient ni les Turcs, ni les Arabes qui y avaient pris part. Alors les Arabes ne voulurent même pas inquiéter les criminels turcs de passage à Alep, pour l'arrestation desquels les Arméniens faisaient des démarches auprès d'eux.

Sur ces entrefaites arrivèrent successivement à Alep le merkez memouri de Der-Zor, Moustafa, originaire d'Aïntab, le bras droit de Zéki bey, un véritable arménophage, qui, avec un zèle farouche, dirigea et surveilla le massacre de Zor, afin que nul n'en soit épargné. C'est encore lui qui organisa l'attentat contre le patriarche Zavèn, au moment où celui-ci se rendait à Bagdad, le lieu d'exil qu'on lui avait désigné ; il aurait sûrement réussi à le tuer sans le Caïmacam d'Ané qui ne voulut point en assumer la responsabilité. Après le massacre, Moustafa transforma l'église syrienne de Zor en maison de tolérance où il enferma les femmes arméniennes venant des divers points du désert et les contraignit à la prostitution.

De multiples efforts furent déployés pour l'arrestation de ce monstre, mais le gouvernement arabe, loin de vouloir l'inquiéter, pensa même, un moment, le retenir

à Alep comme mérkèz mémouri. De guerre lasse, les Arméniens s'adressèrent aux autorités anglaises afin de le faire arrêter, mais le mauvais vouloir du gouvernement arabe finit par triompher. Moustafa fut, en effet, caché quelques jours chez Hadji Mourad Djabri, membre influent de la communauté musulmane d'Alep, et disparut ensuite.

Un autre Turc, le colonel Chenabéddin bey, lui succéda à Alep. Celui-ci avait commis à Césarée des actes d'une férocité inouïe pendant la déportation ; membre du conseil de guerre de l'endroit, il était personnellement responsable de la pendaison de quelques notables arméniens.

Il ne fut pas possible de faire arrêter encore celui-là. Les Arméniens eurent toutes les peines du monde pour lui arracher des griffes une jeune fille qu'il avait violée et emmenait avec lui à Constantinople.

De la même manière resta impuni le commissaire Chakir, complice de l'assassinat de Zohrab et de Vartkès, principal exécuteur du massacre d'Ourfa. Arrêté un moment, il fut relâché bientôt pour retourner à Ourfa, où les Arméniens échappés au précédent massacre se trouvèrent sous le coup d'un nouveau massacre.

Alarmés de ces poursuites, les complices arabes des crimes commis sur les Arméniens qui entouraient le gouvernement arabe d'Alep, mirent tout en œuvre pour faire accroître l'aversion envers les Arméniens qui s'était déjà dessinée dans les milieux arabes. Le but de leur manœuvre était d'effrayer les Arméniens, afin qu'ils ne s'avisent pas à s'attaquer à leurs propres personnes. Ceux des Arabes qui ne voulaient pas rendre les garçons et les filles ravis, se joignirent à ces derniers. Ces deux éléments réunis, redoutant les réparations et voulant sauver leur peau et leurs biens, ourdirent tant d'intrigues qu'ils finirent par susciter l'animosité des Arabes musulmans contre les Arméniens.

★ ★

Les Arméniens d'Alep ne se doutaient même pas de l'existence de cette aversion. Ayant la conscience tranquille, ils étaient loin de penser qu'ils avaient occasionné un mécontentement quelconque et que, de ce fait, un malheur les menaçait. L'attitude du gouvernement à leur égard continuait, certes, à être plutôt antipathique, mais cela ne les inquiétait pas outre mesure, puisque, débarrassés des terreurs turques, ils jouissaient d'une liberté relative.

Les choses en étaient là, quand sur la ligne Islahi-Adana, où les soldats arméniens sont concentrés, se produisirent quelques incidents. Conformément aux ordres reçus de leurs chefs, les soldats arméniens fouillaient les voyageurs qui passaient par cette ligne et confisquaient les armes qu'ils trouvaient sur eux. Toujours en vertu des mêmes ordres émanant des mêmes chefs, les soldats retenaient les jeunes filles, les femmes et les garçons que les musulmans faisaient passer avec eux par ce même chemin. Les gens astreints à ces formalités étaient généralement des Turcs, mais il paraîtrait qu'il y eut aussi quelques Arabes qui durent s'y conformer. Ces derniers, dès leur arrivée à Alep, firent grand bruit arménophobes, dont le porte-drapeau était Ahmed Sami bey, de Hama, directeur du journal « El-Arabe », s'empressèrent d'exploiter adroitement ces incidents pour donner un nouvel essor à la propagande anti-arménienne.

★ ★

Ce fut vers cette époque que les journaux arabes reproduisirent le discours prononcé à la Chambre française par le ministre des Affaires étrangères, M. Pichon, qui consacrait, pour ainsi dire, les aspirations syriennes. Ce discours était appelé à produire une vive émotion dans les milieux nationalistes arabes ; il n'y manqua d'avoir été fouillés comme tout le monde. Les Arabes

pas. Il était à prévoir également que ledit discours allait être exploité par les démagogues arabes ; c'est ce qui arriva en effet. La propagande anti-française recommença de plus belle. Les notables musulmans de la ville, dirigés par Hadji Mourad Djabri, Cheikh Riza, le président du Conseil municipal, Ghalib bey, l'ancien préfet, Merri pacha, ayant avec eux le gouverneur militaire d'Alep, Chukri pacha et bon nombre de notables commerçants, décidèrent d'organiser un meeting monstre pour protester, au nom du peuple arabe et des aspirations arabes, contre les déclarations du ministre des Affaires étrangères de France.

Le meeting devait avoir lieu vendredi, le 28 février. Pour donner plus d'importance au meeting, en plus des invitations déjà lancées, les organisateurs firent distribuer à domicile, dans tous les milieux de la population musulmane, des avis spéciaux et des prospectus afin qu'une grande affluence de peuple vint participer à la protestation qui devait avoir lieu. Il est à signaler, en particulier, que les agents de police distribuaient des écrits concernant ce meeting dans tous les cafés de la ville.

Cinq jours avant le meeting, le rédacteur de « El-Arabe », Ahmed Sami bey, publia un éditorial sensationnel sous le titre de « L'Arabe et l'Arménien », qui fit l'effet d'un coup de foudre sur les Arméniens d'Alep. L'article était inspiré par les incidents de la circonscription Islahié-Adana, mais c'était en réalité un véritable réquisitoire contre toute la nation arménienne ; il estimait l'ensemble de la nation comme indigne de la liberté et de l'autonomie politique. « Depuis deux mois, écrivait Samy bey, nous apprenons journellement que les Arméniens commettent sur les Arabes de telles atrocités, qu'aucune oreille ne saurait entendre !... que les mauvaises actions commises par les partis politiques, les bandits et les particuliers arméniens se mul-

tiplient sur les Arabes revenant par la Cilicie, lesquels n'échappent ni au vol, ni au pillage, ni aux persécutions. »

Et à l'appui de ces accusations si troublantes, Ahmed Samy bey rapportait les quatre preuves suivantes :

1° Il y a deux mois, le correspondant de « El-Arabe » qui se rendait à Adana, fut arrêté à Islahié par les soldats arméniens qui, sous prétexte de chercher des armes sur lui, l'insultèrent et lui prirent de l'argent.

2° Il y a quinze jours, un officier de Beyrouth ainsi que 80 soldats arabes démobilisés qui revenaient d'Ourouk ont été outragés et torturés par les soldats arméniens qui leur ont pris argent, couvre-chefs et chaussures ; ils les ont de plus obligés à couper du bois pour eux.

3° Un Arabe, lieutenant d'Etat-major, arrive avec sa famille à Bozanti ; les soldats arméniens lui enlèvent sa femme sous prétexte qu'elle était arménienne, et elle ne l'était pas.

4° Les commerçants arabes qui vont à Constantinople subissent des persécutions de la part des soldats arméniens. Le commerçant Cherbétdji Salahédine et ses compagnons ont été assassinés aux environs de Islahié.

En admettant même que ces faits fussent vrais, on ne pouvait certainement pas accuser toute une nation pour des actes commis par quelques soldats. D'autant plus qu'à Alep même, des actes autrement plus graves se commettaient journellement par les Arabes sur des Arméniens.

Au surplus, les preuves rapportées par Sami bey n'étaient pas du tout fondées.

Le correspondant auquel il faisait allusion était son propre frère qui fut, en effet, arrêté pendant quelques instants à Islahié avec les Turcs qui l'accompagnaient. Quand les soldats arméniens, après avoir saisi les armes des Turcs, voulurent le fouiller à son tour, il regimba en disant qu'il était Arabe. Les soldats lui répondirent que le règlement était pour tout le monde, que les Armé-

niens eux-mêmes étaient tenus de s'y conformer. Le frère de Sami bey ne voulant toujours pas obtempérer de bon gré, les soldats le fouillent de force et lui prennent ses armes.

Le fait qui sert de base à la seconde accusation ne s'est pas passé de la manière dont le décrit Sami bey. Les soldats arabes dont il s'agit sont représentés dans l'article même de Sami bey « nus, affamés, se trouvant dans un état pitoyable ». Ils n'avaient en réalité ni couvre-chefs, ni chaussures. Comment les Arméniens auraient-ils pu dépouiller des hommes déjà dénués de tout ? Et puis qu'en auraient-ils fait de leurs couvre-chefs pleins de poux ? Comment, enfin, sous les yeux des officiers français les Arméniens auraient-ils pu charger d'une corvée un groupe de 80 personnes ?

Le troisième fait, l'affaire de la femme du lieutenant d'Etat-major, est également mal présenté par Sami bey. L'enquête a prouvé que la femme était effectivement arménienne ; les soldats arméniens étaient autorisés par leurs chefs de retenir, au besoin de force, les femmes, les jeunes filles et les garçons arméniens qui voyageaient avec des mahométans.

La dernière preuve rapportée par Sami bey ne valait pas plus que les trois premières. Car au moment même où Sami bey rédigeait son article, le commerçant Cherbétdji Salaheddine et ses compagnons étaient déjà tranquillement rentrés à Alep et y continuaient, boutiques ouvertes, leur trafic.

La réfutation de toutes ces « preuves » fut fournie à « El-Arabe », mais Sami Bey ne la voulut point publier, ce qui prouvait que Sami bey cherchait à renforcer l'animosité que depuis quelque temps, lui et ses acolytes nationalistes avaient suscitée chez les Arabes musulmans contre l'élément arménien.

★ ★

Les journaux arméniens répondirent à cet article en termes très modérés. Ils exprimèrent leurs regrets que

pour des actes commis dans des régions éloignées, par des particuliers — en admettant qu'ils fussent vrais — non seulement les Arméniens d'Alep, qui ne sont pour rien dans ces affaires, mais aussi tous les Arméniens du monde entier en soient tenus responsables.

A part cette remarque, les deux journaux arméniens employèrent tous les moyens pour amadouer l'élément arabe et pour dissiper la froideur qui s'était produite.

Le journal arménien « Haï-Tzaïn » publia immédiatement ce qui suit : « Nous nous empressons de dire que toute conduite inconvenante, de la part d'un Arménien quelconque, envers un voyageur arabe, nous blesse autant que notre honorable confrère. Nous considérons de notre devoir de faire comprendre à nos compatriotes éloignés, qu'un Arménien, quel qu'il soit, soldat ou citoyen, doit procurer toute facilité en tout et partout, aux voyageurs appartenant au gouvernement et à la nation arabes qui nous hospitalisent. »

C'est à peu près dans les mêmes termes que s'exprima aussi le journal arménien « Daraqir ».

Réfutant les preuves de Sami bey, les deux feuilles arméniennes déclarèrent que pour des actes commis par quelques Arabes contre des Arméniens, aucun Arménien n'aurait jamais eu l'idée d'en incriminer la nation arabe tout entière.

Dans l'article de Sami bey, le passage qui attirait le plus l'attention du lecteur, c'était celui où le signataire mettait en garde la nation arménienne en disant : « Irascibles et méchants, toujours enclins à l'hostilité et à la vengeance, voilà l'opinion que l'on se fait de vous, Arméniens. » C'était une allusion directe aux poursuites intentées par les Arméniens contre les criminels de l'an passé ; poursuites qui avaient suscité aux Arméniens autant d'ennemis parmi ceux des Arabes qui avaient un motif de redouter ces poursuites.

Avant que l'effet produit par l'article de Sami bey fût effacé, survint le déplorable incident d'Alexandrette.

Le vrai motif de l'incident d'Alexandrette est peut-être l'arrivée des soldats Algériens en cette ville. Nous ne connaissons pas les raisons qui décidèrent le chef de la Légion Arménienne de Cilicie, le commandant Romieu, de faire venir des soldats Algériens dans un milieu où il y avait des habitants turcs. Il fit probablement venir les Algériens pour gagner davantage les Turcs avec lesquels il avait établi des relations qui prenaient les proportions d'un scandale. Antérieurement il avait déjà promis aux Turcs que s'ils n'étaient pas satisfaits de la présence des soldats Arméniens, il les ferait éloigner pour les remplacer par des Algériens ; il aurait sans doute tenu sa promesse si le général Allenby, lors de son passage à Adana, ayant appris la chose, n'y avait mis le holà.

Quoi qu'il en soit, les Turcs d'Alexandrette qui avaient supporté, la rage au cœur, la présence des soldats Arméniens, reçurent les Algériens avec allégresse. Parlant en général l'arabe, ils établirent bientôt de bonnes relations et mêmes des liens matrimoniaux, avec les troupes algériennes. L'identité de religion ayant créé un lien plus intime, presque tous les soirs les Turcs invitaient les Algériens à dîner. Dans ces réunions intimes, les Turcs ne se gênaient pas pour exciter leurs correligionnaires algériens contre les Arméniens et plus particulièrement contre les soldats arméniens, au point de créer chez les Algériens, dans un laps de temps très court, un courant d'antipathie envers leurs frères d'armes arméniens.

Cette situation eut pour conséquence un premier choc qui se produisit dans un café-concert à propos d'une chanteuse à laquelle les Arméniens demandaient des chansons arméniennes et les Algériens des chants arabes. Ce petit fait divers accentua davantage l'antipathie réciproque.

Le dimanche 16 février, à sept heures du soir, nombre de soldats arméniens et algériens se trouvaient au théâtre. Les Algériens occupaient les premiers rangs de la salle, les Arméniens s'étaient placés derrière eux. En cours de représentation, un Algérien s'étant mis debout,

l'Arménien assis derrière lui l'invita à s'asseoir pour ne pas l'empêcher de voir la scène. L'Algérien n'ayant tenu aucun compte de l'invite, l'Arménien le saisit par les épaules et cherche à le faire asseoir. Au lieu de céder, l'autre se met à insulter l'Arménien puis, sortant du théâtre, il donne certains coups de sifflet ; sur ce signal, tous les Algériens quittent précipitamment la salle, mais bientôt ils reviennent en bande et de la porte du théâtre, tirent quelques coups de feu sur les Arméniens dont l'un tombe blessé.

Alors les soldats arméniens se précipitent dehors, et, n'ayant point d'autres armes, ils se servent de leurs ceinturons pour se battre avec les Algériens. Heureusement, l'arrivée des officiers fait cesser ce combat et fait réintégrer les Algériens dans leur caserne. Les Arméniens, dont l'irritation n'était pas encore apaisée, regagnent également leur caserne ; mais au lieu d'y attendre tranquillement l'enquête commencée par les chefs sur cette affaire, munis de fusils et de cartouches, ils vont attaquer la caserne des Algériens. Cependant, les Algériens ayant dirigé quelques mitrailleuses sur les Arméniens, ces derniers battent en retraite.

Au retour, au moment où un groupe de soldats arméniens passait devant la maison de Baqi Zadé, notable turc de l'endroit, un soldat algérien, hôte dans cette maison, d'un coup de feu tiré par la fenêtre, tue un soldat arménien. A la vue du cadavre de leur camarade, les Arméniens, déjà surexcités, perdent tout sang-froid, envahissent la maison de Baqi Zadé en en brisant les portes. Mais ils ne trouvent personne dans la maison, les habitants s'étant sauvés par une porte latérale. Au comble de la fureur, les Arméniens mettent le feu à la maison vide ; l'incendie brûle également la maison voisine.

Jusqu'ici la conduite des soldats arméniens est excusable jusqu'à une certaine mesure, puisque dans les deux cas précités ils n'avaient pas été les premiers assaillants. Mais il est malheureusement impossible d'excuser

ce qu'ils ont fait ensuite. Après avoir mis le feu à la maison de Baqi Zadé, ils se précipitent sur le marché, brisent les volets des boutiques turques et se mettent à les piller. Une partie de la population, dont des Grecs et des Turcs, se met de la partie et le pillage prend des proportions considérables.

Le lendemain, leur chef leur adresse des reproches à propos du pillage et les invite ensuite à sortir sans armes de la caserne, pour l'exercice. Les Arméniens devinant que cet ordre dissimulait l'intention de les désarmer, refusent de quitter la place. Sur ce refus, le chef fait cerner la caserne par les Algériens, pendant qu'un torpilleur, ancré au large, s'approche sur un signal et se met en position de combat derrière la caserne.

Voyant que le bombardement de la caserne était inévitable, un soldat arménien, sautant par dessus le mur, coure chez le commandant des forces anglaises pour lui raconter ce qui se passait.

Le commandant anglais se rend immédiatement à la caserne des Arméniens ; et quand son collègue français le met au courant de la situation, il dit : « Ne vous inquiétez pas, ce n'est rien, je vais leur reprendre moi-même leurs armes. » Le commandant anglais invite en effet les soldats arméniens à sortir avec leurs armes, il leur fait faire des exercices pendant quelques minutes et finalement commande le repos, armes déposées. Les Arméniens, sans résistance aucune, forment des faisceaux et sur un commandement de l'Anglais rentrent sans armes à la caserne.

Seuls six soldats réussissent à prendre la fuite en emportant leurs armes ; les Algériens les poursuivent, en tuent un et en arrêtent deux, d'ont l'un blessé. Quant aux trois autres, on ne sut jamais ce qu'ils sont devenus.

Le lundi suivant, 17 février, dans l'après-midi, une section de muletiers, composée de 20 soldats arméniens n'ayant nullement participé à ces incidents, revenait de son travail quand elle rencontra en route des soldats

algériens accompagnés d'un lieutenant français. Ce dernier commande aux Arméniens de s'arrêter. Ils s'arrêtent. « Tenez vos armes au-dessus de vos têtes », leur dit le chef. Les Arméniens obéissent. « Mettez-vous à genoux », recommande le lieutenant. Les soldats obéissent encore. Le lieutenant tue au revolver quatre de ces soldats. Instinctivement les seize autres se relèvent en désordre. Le lieutenant ordonne aux Algériens d'ouvrir le feu sur ces malheureux ; des vingt soldats arméniens treize tombent morts, trois sont blessés, dont l'un meurt peu après ; seuls quatre hommes réussissent à prendre la fuite.

Quelque révoltant et incroyable que puisse paraître ce fait, il est pourtant confirmé par différentes sources, particulièrement de sources anglaises. Ce fait ne diffère pas d'un véritable massacre organisé.

Une perquisition faite à la demande des Turcs pillés, fait retrouver sur les soldats arméniens de l'argent et différents objets. D'autre part, afin de retrouver les objets dérobés par la populace, les Turcs, guidés par des Algériens, perquisitionnent toutes les maisons, avec l'autorisation du commandement français ; c'est ainsi qu'un pillage officiel succède à un pillage populaire. On retrouve enfin les objets volés dans des maisons grecques et turques.

La population turque d'Alexandrette jubila de tous ces événements, conséquences directes de ses intrigues et de ses excitations. Le Turc recommença son arrogance vis-à-vis des Arméniens comme au temps de la domination turque. Deux ou trois jours plus tard, une bande compacte de Turcs, encouragée par les événements, attaque dans un jardin voisin une caravane de déportés revenant d'Alep ; elle pille les déportés, blesse bon nombre de personnes, et, d'après certains témoignages, elle en tue quelques autres.

Il faut rappeler ici que les soldats arméniens, causes des incidents d'Alexandrette, faisaient partie de la 4^e compagnie de la Légion arménienne, composée de volon-

taires engagés à Damas, après le départ des Turcs. N'ayant jamais fait de service militaire, ils ne connaissaient ni la discipline ni les règlements auxquels on ne s'habitue qu'après un service militaire plus ou moins long. Toute la responsabilité des incidents ne tombe certainement pas sur les Arméniens ; en tout cas, la conduite du lieutenant français qui massacre sans motif d'innocents soldats arméniens, ne peut avoir aucune excuse. Le pillage auquel les Arméniens s'étaient livrés laissa certes une bien mauvaise impression ; le commandement français profita de cette circonstance pour licencier les élèves-officiers arméniens sous prétexte que n'ayant pas l'ascendant voulu sur les soldats ils ne sauraient les commander comme il faudrait.

Arrivés à Port-Saïd, nous apprîmes que tous les soldats arméniens avaient été licenciés par les Français, mais nous ne pûmes vérifier ce bruit.

Il fut proposé aux soldats, causes des incidents ci-dessus, de renouveler leur engagement. Plus de 120 hommes ayant refusé le réengagement sans condition ont été transportés à Beyrouth et incarcérés, astreints à toutes sortes de corvées. Mais à la suite des démarches qui ont été faites en leur faveur, leur sort a été quelque peu amélioré : on leur a donné des couchettes, des couvertures, du linge et du savon avec la promesse de les loger dans un meilleur local.

Un autre groupe de soldats, plus de 350 hommes, dont 50 considérés comme les vrais coupables, avaient été transportés à Port-Saïd. Lors des démarches faites en faveur de ces soldats, les autorités militaires ont assuré que, prenant en considération l'état sans instruction militaire des soldats coupables, elles se comporteraient avec eux avec bienveillance et que nul d'entre eux ne serait soumis aux rigueurs des lois martiales.

★★

Les événements d'Alexandrette allaient fournir des armes à l'élément arménophobe d'Alep, d'autant plus que

Baqi Zadé, de la maison duquel avait été tiré le coup de feu sur les soldats arméniens et que ces derniers avaient brûlée, était originaire d'Alep, appartenant à une famille influente, laquelle, au moment de la déportation des Arméniens, avait joué un vilain rôle.

Profitant de ces événements, le rédacteur de « El-Arabe », Ahmed Sami bey, rédigea un nouvel article éditorial dont M. Pichon, l'officier de liaison français, déjà au courant des intrigues arabes, interdit la publication. Furieux, Ahmed Sami bey publia un supplément sous le titre de « El-veda » (au revoir), dans lequel il déclara que la liberté n'existant pas dans le pays, il se voit dans l'obligation de suspendre la publication de son journal. Ce fait accentua un peu plus la surexcitation déjà existante.

C'est à cette époque que quelques Arméniens se rendirent chez Sami bey, pour lui proposer d'organiser une réunion arméno-arabe, afin de se concerter et mettre fin à cette froideur regrettable. C'est tout juste si Sami bey ne les chassa pas de sa présence en leur criant : « En face de quelques milliers d'Arméniens, il y a des centaines de mille d'Arabes, les Arméniens apprendront à leurs dépens comment se venge le peuple arabe. » Les mêmes Arméniens allèrent immédiatement au bureau d'information anglais, et y répétèrent tout ce qu'ils venaient d'entendre de la bouche de Sami bey, ainsi que d'autres menaces que des Arabes influents ne se gênaient pas de faire journellement aux Arméniens. Ces Arabes arrogants disaient, en effet, aux Arméniens : « Sur qui comptez-vous ? Sur les Anglais ? Eh bien ! vous verrez qu'ils ne sauront pas retenir nos bras... » Les Arméniens, bien que troublés, n'ont jamais pris au sérieux toutes ces menaces car, ayant la conscience tranquille, ils ne pouvaient se faire à l'idée qu'ils pourraient courir un danger en un endroit occupé par les autorités anglaises. Le mal disparu par la cessation de « El-Arabe » fut bientôt remplacé par un autre. Une feuille encore plus arménophobe, nommée « Houqouq-ul-Bechir », commença à

paraître sous la direction de Hamid Djabri, fils d'une célébrité musulmane d'Alep, dénommé Hadji Mourad effendi. Les gamins arabes, en vendant cette feuille dans les rues de la ville, criaient à tue-tête : « Les Arméniens tuent les Musulmans, violent les filles mahométanes, pillent les biens des Musulmans !... » ; et l'animosité de l'élément arabe contre les Arméniens prenait des proportions inquiétantes.

Mercredi, le 26 janvier, sur les instances sans doute des autorités anglaises, le gouvernement arabe dut interdire le meeting de protestation contre la France qui devait avoir lieu deux jours plus tard. Cette interdiction rendit complètement furieux l'élément arabe. La nouvelle se répandit qu'un meeting monstre avait déjà eu lieu à Damas ; les Arabes d'Alep avaient fait de grands préparatifs pour égaler le zèle de leurs partisans de Damas.

Voyant que la situation allait de mal en pis, le prélat des Arméniens d'Alep, le prêtre Haroutioun, et quelques autres Arméniens de la ville, firent des démarches auprès des notables arabes pour leur demander de mettre fin à la polémique injuste menée contre les Arméniens. Les Arabes les assurèrent en disant qu'il n'y avait pas lieu de s'en alarmer ; puis, d'un commun accord, il fut décidé de réunir, pour un thé, tous les intellectuels et les notables des deux clans et d'y dissiper cette roideur en se tendant la main.

Cette promesse fut faite jeudi, le 27 février. Le même soir, les Arabes font distribuer à domicile de nouveaux prospectus. Persuadé que ces prospectus ne pouvaient être que des invitations pour une protestation contre l'interdiction du meeting, nul ne fut alarmé de leur distribution. Rien ne pouvait présumer d'un massacre d'Arméniens.

Le vendredi, 28 février, avant l'aurore, les agents de police et les gendarmes arabes envahirent les demeures des déportés arméniens, disséminées dans les divers quartiers de la ville, et, sans distinction d'âge ni de sexe,

les surprirent dans leur sommeil, les firent sortir de chez eux et les entassèrent dans différents khans, en ville. Les logis que les déportés arméniens venaient de quitter contre leur gré furent pillés en un clin d'œil par la populace arabe qui accompagnait les agents et les gendarmes arabes.

Ce fut le signal du véritable massacre.

★★

A sept heures du matin, des coups de fusil tirés à la fois sur divers points de la ville, se firent entendre au même instant. Personne ne pouvait se rendre compte de ce qui se passait. On ignorait totalement que les réfugiés arméniens logés dans les maisons du centre de la ville avaient été arrachés à leur sommeil et entassés dans les khans. On pensa que les Arabes se livraient à une manifestation à cause de l'interdiction du meeting ; mais les nouvelles devenant de plus en plus précises, l'on apprit bientôt qu'un véritable massacre d'Arméniens était en train de se commettre.

Le centre de l'action se trouvait dans le quartier de Souk-el-Djoumaa, mais sur cinq ou six points, depuis les environs de Bab-ul-Nasri jusqu'à Akaba, et même jusqu'aux environs de Djubéda, la population arabe, sous la conduite des gendarmes et des agents de police, tuait et dévalisait tout Arménien qu'elle rencontrait. On avait sorti les étendards des Tékés ; des religieux fanatiques excitaient la foule. Des batteurs de tambour et des prieurs mahométans, avec des cris et des vociférations, faisant un vacarme indescriptible, encourageaient la foule. L'étendard chérifien guidait les massacreurs. En plus de ceux qui massacraient dans la rue, d'autres personnes, toujours avec l'assistance des gendarmes et des agents arabes, pénétrant dans les maisons, tuaient ou blessaient les Arméniens qu'elles y rencontraient. On jetait le cadavre des tués dans les fosses d'aisance. On tua même des garçons de deux ans, des enfants à la mamelle, des petites filles et des femmes.

Les Arméniens du quartier Djellom furent également attaqués. Des boulangers sassouniotes qui, depuis vingt ans, travaillent dans ce quartier, purent à peine se sauver grâce à l'intervention des femmes arabes voisines. Mais la populace pillra leurs biens et leurs fours.

Les gendarmes arabes qui, le fusil à la main, se tenaient en faction à l'angle de chaque rue, arrêtaient les passants pour leur faire passer un véritable interrogatoire ; tous ceux qui se trouvaient être des Arméniens étaient impitoyablement traînés, à coups de crosse, jusqu'au poste de police voisin, où après les avoir passés à tabac, on les dévalisait et on les gardait à vue.

Ce massacre était si inattendu et tellement incroyable que chacun en avait perdu la tête. Les Arabes chrétiens redoutaient l'extension du massacre sur tous les chrétiens. Tous les magasins et les cafés étaient fermés ; tout le monde fuyait le champ de carnage pour se réfugier dans les quartiers Azizié, Hamidié, Djémilié et autres, lesquels, à cause des établissements militaires anglais qui s'y trouvaient, étaient considérés comme plus sûrs.

Les informations venant de tous les côtés confirmèrent que le massacre avait été organisé depuis déjà quelques jours ; que le gouvernement arabe, au courant du fait, n'avait non seulement rien tenté pour l'empêcher, mais au contraire avait tout fait pour le faciliter. Le directeur de la police, M. Ziadé, ne se montra point de toute la journée sous prétexte qu'il était malade. Le gouverneur militaire d'Alep, Chukri pacha, se promena en automobile, trois ou quatre heures de suite, dans tous les quartiers, particulièrement dans ceux où il y eut des massacres et des pillages ; sa présence, loin d'arrêter le massacre, en redoubla l'intensité.

Les agents et les gendarmes arabes occupaient toujours les rues, et aucun Arménien trouvé dehors ne pouvait se sauver. Ceux qui à la question : « Es-tu Arménien ? » cherchaient à prendre la fuite, étaient fusillés sur le champ. On arrêta aussi bien ceux qui passaient en voiture : quand on vérifiait que le voyageur était armé-

nien, on le faisait descendre et on le poussait dans un poste de police où la bastonnade et le pillage étaient inévitables. D'une façon générale, tout Arménien qui, ce jour-là, ayant été arrêté, eut la chance de ne pas être tué, fut horriblement battu, torturé et dépouillé.

Vers neuf heures, on apprit que la populace arabe marchait sur le camp arménien. L'ancienne caserne turque d'Alep, qui se trouve sur une hauteur, à vingt minutes de la ville, a été depuis quelque temps transformée en camp, où sont concentrés les Arméniens déportés qui arrivent successivement des alentours. C'est un nid de misère, où sont entassés plus de 3.000 femmes, jeunes filles, garçons ainsi que des malades et un petit nombre d'hommes dépourvus de foyer et de tout moyen d'existence. L'inquiétude fut grande parmi les Arméniens de la ville, quand la populace arabe, poussant des cris horribles et faisant éclater des coups de fusil, se mit à marcher vers le refuge de ces malheureux. La foule était déjà tout près du camp quand elle aperçut, dans une voiture, le pharmacien de l'établissement. Elle arrêta la voiture et quand elle apprit que le voyageur était Arménien elle le fit descendre de voiture et elle se mit à le torturer. Heureusement, juste à ce moment, l'intervention anglaise se fit sentir.

En effet, les Anglais ayant appris que le camp était en danger, y dépêchèrent vivement quelques automobiles blindées qui dispersèrent les assaillants.

Une partie de la populace se rua alors sur l'orphelinat arménien établi dans Sabon Khan, sous la direction du pasteur Aharon Chiradjian. Envahissant l'intérieur de l'orphelinat, la populace en fit le sac, en emportant les lits, les couvertures, les habillements et le linge des orphelins, sans oublier les ustensiles de cuisine et toutes les provisions que l'on s'était procurées avec tant de peine.

A cet endroit, comme partout ailleurs, un grand nombre de gendarmes et d'agents facilitèrent bien plus d'œu-

vre des pillards que ne les empêchèrent. Les fonctionnaires de l'orphelinat les suppliaient d'épargner les petits qui, épouvantés, s'étaient réfugiés dans les coins, se pressant les uns contre les autres, criant, pleurant... mais, ni les agents, ni les gendarmes n'intervinrent. Encouragée par la tolérance de ces derniers, la foule tua une femme attachée à l'orphelinat et blessa deux employés. Après avoir complètement pillé l'orphelinat et causé pour plus de 2000 livres de dégâts, la populace se répandit dans le quartier, pillant Tutioun Khan et les magasins environnants, appartenant tous à des chrétiens. Une partie de la populace pillait aussi la maison du pasteur Aharon, directeur de l'orphelinat, où bientôt devait avoir lieu un mariage ; ici encore, il y eut une perte de 300 livres environ, représentée par des objets de toute nature. Le pasteur qui s'empressait au secours de sa famille, fut légèrement blessé d'un coup de couteau et se laissa enlever un portefeuille qui contenait une somme importante appartenant à l'orphelinat.

Une autre partie de la foule se rua sur la maison du commandant de la gendarmerie anglaise qui se trouve juste à côté, croyant que c'était la maison du capitaine Pichon, officier de liaison français, et la pillait de fond en comble. M. Pichon était, à ce moment, comme assiégé dans sa maison qui n'était autre que l'ancien consulat allemand. Par téléphone, il demanda du secours à son collègue anglais, le commandant Bryn, qui lui dépêcha toute une compagnie de troupes. En dépit des balles qui pleuvaient, de la terrasse de sa maison M. Pichon assista, en témoin oculaire, à toutes les sauvageries commises aux alentours et au sac de l'orphelinat.

Quatre heures durant, le massacre et le pillage continuèrent de cette façon. Les autorités anglaises hésitèrent au début pour intervenir, pensant peut-être que le gouvernement arabe prendrait des mesures pour mettre fin aux troubles. Il nous est impossible d'interpréter autrement leur indifférence initiale. Assez longtemps après leur intervention partielle en faveur du camp,

quand les Anglais se rendirent bien compte que les agents du gouvernement arabe dirigeaient eux-mêmes le massacre, ils répandirent immédiatement par toute la ville toute leur cavalerie disponible, c'est-à-dire près de 3.000 hommes, installèrent des mitrailleuses sur les points importants et, après bien des peines, réussirent à établir une situation ressemblant au calme.

★★

A une heure de l'après-midi, on avait déjà commencé à poursuivre les auteurs du massacre. Les premiers arrêtés par l'officier de liaison anglais, commandant Bryn, étaient six commissaires de police et des agents, tous pris l'arme à la main. Des hommes, suivis d'automobiles de la Croix-Rouge, furent envoyés pour ramasser les morts et les blessés dans les rues. Vers le soir, 70 blessés furent transportés à l'hôpital arménien de Télél, dont 30 moururent presque aussitôt leur arrivée. Toutes les blessures étaient faites, soit par des baïonnettes, soit par des balles de fusils gouvernementaux. Parmi les blessés, une mère avec sa fillette à la mamelle attirèrent particulièrement l'attention, toutes deux couchées dans le même lit et assez grièvement blessées.

Même après l'intervention des Anglais, au centre de la ville, comme par exemple du côté d'Akaba, les agents arabes continuaient d'envahir les maisons, d'en arracher les Arméniens pour les entasser dans les khans. La bastonnade, le pillage et même l'assassinat, faisaient parties intégrantes de ces expéditions. Bien après l'intervention anglaise, dans une maison d'Akaba, on blessa grièvement une femme nommée Héghiné et sa fille, parce qu'elles défendaient un lit qui leur restait.

En dépit de l'intervention anglaise, il n'y avait encore aucune sécurité dans la ville. Assez tard, dans la journée, les gens n'osaient point sortir de chez eux. Ceux qui se trouvaient hors de leur logis, se faisaient accompagner par un soldat anglais pour rentrer. Pendant que les membres de la Croix-Rouge américaine, retirant les

Arméniens des khans les renvoyaient chez eux, les agents arrêtaient tout Arménien rencontré dans les rues et les enfermaient dans les postes de police. Vers les 3 heures, quatre heures après l'intervention anglaise, il y avait encore plus de 150 Arméniens dans le poste de Djébel Saman. On eut toutes les peines du monde pour les faire relâcher ; ils avaient été tous battus et dépouillés de tout.

La police se livrait à ces arrestations pour faire croire que les vrais coupables étaient les Arméniens qui avaient commencé par attaquer les Arabes. Mais en réalité les Arméniens n'avaient rien fait contre les Arabes pour créer un incident aussi triste. Et la plus grande preuve en est qu'il n'y eût point, de la part des Arméniens, ni résistance, ni contre-attaque, ni même un coup de feu. Au surplus, les tués étaient en général de condition malheureuse : des détaillants ou des déportés nouvellement arrivés des déserts et portant l'empreinte de la misère. Ils furent tous égorgés comme des moutons. Seules quelques personnes, du côté de Souk-el-Djoumaa et d'Akaba, se défendirent avec des pierres et des bâtons et blessèrent quelques-uns des assaillants ; mais cela ne les sauva point ; au contraire, elles furent tuées avec plus de férocité. Les Arméniens restés indemnes n'intervinrent pas non plus ; ils restèrent enfermés dans leur maison.

Les membres de la Croix-Rouge américaine, le commandant Trawbridge en particulier, avec les autorités anglaises et même avant elles, se répandirent par toute la ville, autant pour mettre fin au carnage que pour secourir les blessés. Le commandant Trawbridge, qui a beaucoup de sympathie pour les Arméniens, resta presque jusqu'au soir sur les lieux du carnage, courant sans cesse d'un point de la ville à l'autre. C'est grâce à ses efforts et à son empressement que furent sauvés les Arméniens qui, le matin de bonne heure, avaient été arrachés à leur lit et conduits dans les khans par les agents

de police arabes. En rentrant chez eux, ces malheureux Arméniens ne trouvèrent même pas un torchon, la populace ayant tout emporté.

★★

Assez tard, dans la soirée le commandant Bray, officier de liaison anglais à Alep, nous fit savoir qu'une enquête très sévère avait été commencée sur les événements de la journée; il nous apprit, en même temps, que les Arméniens, sans doute de peur de représailles, hésitaient à servir de témoins.

Le même soir, à 9 h. 1/2, nous partîmes d'Alep. Des officiers anglais et le commandant Trawbridge, qui avaient mis un automobile à notre disposition, nous accompagnèrent à la gare. La ville était silencieuse, déserte et sans lumière. Nous avons appris qu'un groupe de 70 à 80 Arméniens avaient été conduits de force par la populace musulmane à Bab-ul-Nasr ou la ville ancienne. Le commandant Tawbridge promit d'y aller personnellement tout de suite après notre départ et d'y faire une enquête. Pendant que nous étions encore à la gare, on nous informe que ce groupe avait été entièrement massacré près du fort et les cadavres en avaient été enterrés. Nous n'avions pas le moyen de vérifier cette dernière nouvelle. Nous apprîmes également que le matin, de très bonne heure, les Arabes avaient jeté un grand nombre d'Arméniens, des femmes et des petits enfants, dans les eaux de Naoura, considérablement montées par les pluies de la semaine précédente.

Un Arabe du nom de Chakir, originaire d'Alep, qui est garçon à l'hôtel des Barons et qui avait porté nos affaires à la gare, raconta que le matin, de bonne heure, au moment où il sortait de chez lui, ses voisins l'arrêtèrent et lui donnèrent le conseil de changer de costume et de ne sortir qu'avec l'*éntari*, le costume distinctif des Arabes musulmans d'Alep. Intrigué, Chakir leur demanda la raison pour laquelle il fallait changer de cos-

tume. Alors on lui répondit que ce jour-là on devait massacrer les Arméniens et que lui, n'étant pas en éntari, il pourrait être pris pour un Arménien.

D'autres Arabes avaient conseillé leurs amis arméniens, même deux ou trois jours à l'avance, de ne point sortir le vendredi. En un mot, tout démontre que le massacre avait été préparé ouvertement avec le consentement du gouvernement et du peuple arabe.

★★

En arrivant à Beyrouth, nous apprîmes que les autorités anglaises avaient demandé des troupes de renfort à la ligne Alep-Zahlé. Les nouvelles officielles anglaises parvenues à Beyrouth donnaient comme bilan du jour du massacre, 70 morts, 150 blessés, la plupart grièvement et 150 disparus. Il faudrait grossir un petit peu ce chiffre, car d'autres disparus pourraient être signalés, étant donné que nombre de personnes, vivant isolées, n'avaient ni parents ni amis pour s'inquiéter de leur sort ou se rendre compte de leur disparition. Il est possible aussi que les cadavres de ceux qui furent noyés dans Naoura ou jetés dans les fosses d'aisance, restassent également et pour toujours ignorés.

Il faut encore ajouter à la liste les 70 personnes qui ont été assassinées et enterrées par la populace arabe à Bab-ul-Nasr, si la chose en est définitivement confirmée.

Les Arabes avaient répandu la nouvelle jusqu'à Beyrouth que les Arméniens révoltés avaient massacré près de 2.000 Arabes. Mais cette nouvelle tendancieuse fut bientôt démentie d'elle-même quand on apprit, d'une part, que les Anglais avaient mis en état d'arrestation tous les notables arabes d'Alep : Hadji Mourad, Chéik Riza (l'ancien président du Club Ittihad), l'ancien préfet d'Alep Merri pacha, le président du Conseil municipal Ghalib bey, et bien d'autres ; et que, d'autre part, aucun Arménien n'avait été arrêté.

★
★

Nous avons décrit toutes les péripéties qui précédèrent ce massacre inexplicable. L'élément arménien d'Alep n'eut jamais une attitude telle qui eut pu donner lieu à un pareil crime. En admettant même que les Arméniens aient été coupables en quoi que ce soit — et ils ne l'étaient en rien, — fallait-il donc massacrer d'innocents enfants et des femmes pour les punir ? N'y avait-il pas dans la ville un gouvernement pourvu de tous les moyens pour réprimer, arrêter, juger et à l'occasion punir les coupables, si coupables il y avait ? Et, faute de ce gouvernement, les officiers et les factionnaires anglais n'étaient-ils pas là ?

Convaincus intimement que les Arméniens n'ont en aucune façon provoqué cette tuerie, nous sommes porté à croire que ce massacre et ce pillage, sans motif sérieux, pur résultat d'une animosité créée de toute pièce, n'étaient pas tant un avertissement aux Arméniens réclamant la Cilicie qu'un avis aux chrétiens d'Alep et de toute la Syrie, afin de les faire désister de leurs aspirations qui empêcheraient la réalisation des prétentions chérifiennes, selon lesquelles l'élément arabe cherche à ne pas se défaire de la Syrie, et pour lesquelles l'émir Faïssal travaille à Paris. Nous croyons que cet avertissement n'est pas adressé uniquement aux Arméniens et aux populations chrétiennes de la Syrie, mais aussi et surtout à la France et au monde civilisé tout entier.

Les Arméniens sont encore de ces peuples qui n'ont pas de protecteur. Après avoir créé un motif de massacre par des intrigues habilement nouées depuis des mois, les Arabes espéraient peut-être ne courir aucun risque, croyant que personne ne prendrait le parti des Arméniens, pour demander justice en leur nom. L'attitude prise par les autorités françaises à la suite de l'incident d'Alexandrette, leur inspira une plus grande sécurité pour l'impunité. Et en exécutant ce massacre, ils voulurent sûrement faire sentir que dans le cas où leurs préten-

tions ne seraient pas couronnées de succès, ils mettraient à feu et à sang toute la Syrie. Les Turcs, de même que les Kurdes, ont mis sous la même menace les Arméniens de toute l'Arménie. Un peu partout, l'épée est suspendue sur la tête de la nation arménienne, et il y a présomption, une réelle présomption, ainsi que le haut commissaire français M. Picot lui-même l'affirmait, qu'un massacre général ait lieu au moment de la fixation définitive des frontières.

Il n'est pas possible d'interpréter autrement le massacre d'Alep. Il est d'un besoin urgent de prendre des mesures préventives, car tout démontre que les musulmans arabes, les Comités Union et Progrès préparent, tant séparément que de connivence, un complot formidable.

Beyrouth, le 4 mars 1919.

